



DECISION DU PRESIDENT N° 266-23

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Objet : ATTRIBUTION DU MARCHÉ RELATIF A LA MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA CRÉATION DE LA DÉCHÈTERIE DE CHAVAGNES-EN-PAILLERS

Le Président de la Communauté de communes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,

Vu les L2123-1 et R2123-1 1° du Code de la commande publique,

Vu la délibération du Conseil communautaire du 4 juin 2020, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 214 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant la consultation lancée sur le profil acheteur marché sécurisés le 7 juillet 2023, sur Le Moniteur le 8 juillet 2023 et sur Ouest-France le 12 juillet 2023 avec une remise des offres fixée le 4 août 2023 à 12h00

Considérant le rapport d'analyse des offres et les critères d'attribution du marché (60% valeur technique et 40% prix des prestations)

Considérant que le marché comporte une tranche ferme relative à la conception des infrastructures et des locaux de la nouvelle déchèterie ainsi que le suivi et la réception et deux tranches optionnelles relatives pour la première à une étude d'impact et la seconde à un dossier ICPE,

Considérant l'offre du groupement d'entreprise SETEC ENERGIE ENVIRONNEMENT de Nantes (44), pour un montant de 171 580.00 € HT,

DECIDE

Article 1 : d'attribuer le marché relatif à la maîtrise d'œuvre pour la création de la déchèterie de Chavagnes-en-Paillers, au groupement d'entreprise SETEC ENERGIE ENVIRONNEMENT de NANTES (44), pour un montant de 171 580.00 € HT.

Article 2 : d'imputer la dépense sur les crédits du budget Déchets.

Article 3 : le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

Article 5 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

Article 6 : conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée au trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées

Fait à Saint-Fulgent, le 17 octobre 2023

Le Président
Jacky DALLEY

